



Présence, proximité, éducation, la police municipale de Romans

mars 1999

Les cahiers du DSU

Au cours d'une intervention très animée, Philippe Dresin, conseiller municipal en charge de la sécurité, expose les missions de la police municipale, tandis que Gilbert Moulin, chef de la police municipale, la décrit au quotidien : une commande, de l'adaptation, la coordination des hommes, le travail en réseau... Et enfin l'importance de l'engagement des hommes, celui de Gilbert Moulin, celui d'autres aussi – « un collectif hors norme » dit-il –, une qualité qui parfois invalide l'exemplarité des démarches. Dans le cas de Romans, la combinaison du facteur humain avec des éléments objectifs, politiques et techniques, permet d'asseoir la solidité du système d'intervention.

Philippe Dresin. À Romans, la police municipale est une police de proximité. Cela a été une volonté politique dès le début, il y a vingt ans. D'où l'implantation d'un poste de police dans le quartier de la Monnaie et pas seulement en centre ville. Nous entendons que cette police soit une police de prévention, essentiellement centrée sur le dialogue, l'écoute et l'accueil, aussi avons nous fait le choix d'une police non armée. Sans oublier les missions traditionnelles de maîtrise de la délinquance de voie publique, de complémentarité avec la police nationale. Nous avons même développé ces aspects dans notre contrat local de sécurité. Mais nous exprimons clairement une commande politique : être présents sur le terrain, répondre aux attentes des gens. Il faut que la police municipale soit là aussi, elle fait partie intégrante du système, connaît les enjeux majeurs de la politique éducative et de la politique de la ville, et contribue activement aux décisions prises.

Gilbert Moulin. La mise en place de la police municipale date de fin 77 avec mon recrutement. Je devais d'abord faire un inventaire sur le quartier pendant un an. Je me suis vite rendu compte d'un cloisonnement social et administratif important : chacun, "intégré" dans son secteur, était persuadé de faire du bon travail, mais sans relation avec les autres. Cela valait surtout pour la police nationale et les éducateurs, d'une manière presque caricaturale, l'éducateur un peu soixante-huitard, chevelu, agitateur social, et de l'autre côté le flic un peu attardé, qui ne comprenait pas grand chose. Il a fallu alors **mettre en place des réseaux** ce qui a été possible car il y avait des gens de bonne volonté. Mais ces relations reposaient sur des personnes et étaient donc fragiles. Les différentes procédures dont a bénéficié le quartier, HVS, DSQ, contrat de ville et bien sûr CCPD, ont permis d'officialiser ces réseaux, de maintenir la continuité indispensable.

« DEPUIS LE DÉBUT, ON S'EST OCCUPÉ DES INCIVILITÉS »

Nous nous sommes attaqués, dès 78, aux conflits de voisinage très nombreux et pas traités visibles par exemple à la quantité de dégradation de vitres des halls d'immeubles. La première année, on a pu identifier 200 responsables de vitres cassées. On ne pouvait pas les verbaliser, mais l'office HLM exigeait la réparation. On a imposé une première règle, la casse non gratuite. En fait on gérait les incivilités, mais on n'utilisait pas encore le terme, et on nous a souvent dit qu'on ne gérait que des « broutilles ». Mais grâce à Sebastian ROCHÉ on sait combien les incivilités ont une relation directe avec le climat d'insécurité et cela nous a conforté dans nos actions. Ainsi, nous faisons depuis 1995 tout un **travail éducatif dans les écoles**. Dans le cadre d'un programme appelé « programme citoyenneté », nous sensibilisons les mineurs aux règles de la vie en commun et insistons particulièrement sur l'incivisme, le racisme, les diverses violences, le vol, le racket, le respect de l'environnement sans oublier les règles de base en matière de sécurité routière. Au total 750 élèves, 33 classes, ont bénéficié de ce programme en 98 et nous estimons à environ 3 000 le nombre de personnes sensibilisées.

Autre forme d'action, développée avec le contrat local de sécurité : la cartographie de nos interventions et de la délinquance immobilière par immeuble. Un tableau de bord par tranches d'âge permet d'observer les évolutions, les effets de la réhabilitation des immeubles, et nous aide à orienter nos actions, à renforcer dans tel secteur, à veiller aux attributions... C'est un travail de prévention de la délinquance coordonné avec la police nationale et les autres partenaires institutionnels impliqués.

QUELQUES CHIFFRES EN 1998

• Quartier de la Monnaie

Effectifs : 6

Les interventions ont diminué de 17,20 % par rapport à 1997.

1 807 faits de délinquance

988 interventions de police générale

7 295 accueils au poste de Monnaie dont les 1 807 liés aux faits de délinquance

681 interventions dans les immeubles spécifiques

• Centre ville

Effectifs : 4

1 000 faits de délinquance,

4 600 interventions de police générale

Toujours du côté de la police de proximité, et dans le cadre du CCPD, on a mis en place une série d'**actions d'information et de médiation** : une information auprès des personnes âgées sur les vols à l'arraché, auprès des automobilistes pour les vols à la roulotte avec le commissariat. On a aussi mis en place des régulateurs sociaux, qui « chaperonnent » le quartier, qui sont à la sortie des écoles, dans les endroits où il y a une certaine tension, qui agissent surtout auprès des gamins de 8 à 14 ans. De même nous avons recruté des correspondants de nuit pour un groupe d'immeubles. Toutes ces actions nouvelles répondent à l'évolution du quartier et des besoins ; elles représentent une charge très lourde, mais que nous arrivons à gérer grâce au collectif hors norme formé avec le chef de projet et le chargé de mission CCPD.

En conclusion, j'insisterai sur le fait qu'on a toujours essayé de garder d'excellents contacts avec la police nationale, même s'il a fallu arrondir les angles à des moments car il y avait un côté un peu passionnel, mais la sécurité publique, ce n'est pas notre rôle. Moi, je suis plutôt un technicien de la sécurité de proximité et je tiens à le rester. Avec le CLS on a officialisé un peu nos relations, on aura une complémentarité très positive et je crois qu'on est tous d'accord pour maintenir cette voie. ■

**Philippe DRESIN, conseiller municipal,
Gilbert MOULIN, chef de la police municipale,
ville de Romans**

DÉBAT

Comment arrivez-vous à articuler proximité et répression ? Est-ce que cette connaissance des gens des quartiers n'est pas un frein quand il s'agit de dire les noms, de participer au côté répressif ?

G. Moulin. Et bien je crois qu'on y est parvenu. Certains jeunes de la Monnaie, sur nos renseignements judiciaires, ont été en prison. Donc il y a un côté très répressif, mais je crois que lorsque la situation est très claire, lorsqu'il y a faute quelque part et que les règles sont bien expliquées, ça passe très bien. Parce que les jeunes, contrairement à ce qu'on pense sur des secteurs comme ça, ne sont pas insensibles aux règles. Par contre, ce qui m'inquiète le plus, c'est de laisser installer dans des quartiers comme ça une zone de droit différent, on a alors un système mafieux, un peu culturel, qui se met en place. Il faut donc rester vigilant sur ce point.

Dans votre témoignage, on a l'impression que la réussite est due à une longue histoire, à un vécu profond entre vous et les gens, entre vous et cette ville. Pensez-vous que c'est une des conditions indispensables pour arriver à établir un bon contact sur ces quartiers ?

G. Moulin. Oui, je crois, effectivement. Pour établir un dialogue sans compromission, à longue échéance, il faut être à l'écoute des gens. Et être à l'écoute, c'est reconnaître la victime, c'est s'occuper aussi de tous ces petits problèmes qui absorbent aussi beaucoup de notre énergie et de notre équilibre. Lorsque vous êtes à l'écoute des victimes, vous traitez certaines choses qui sont très fortes, arrive ensuite la personne avec son problème de chien ou de chat enfermé dans la cave, il faut s'en occuper aussi. Il faut savoir passer d'un extrême à l'autre. Moi, je crois que si les règles sont bien définies, un bon ilotier doit avoir une certaine marge pour exprimer sa personnalité. L'avantage de notre police municipale, c'est qu'il y a une hiérarchie très souple, avec des réunions régulières. Dès qu'il y a des problèmes de tension entre les gars et certaines personnes, c'est un collègue qui prend la relève, sinon il s'essouffle très vite, est mal compris par les autres, et risque d'exploser. Mais pour être un bon ilotier sur un quartier, il faut rester sept ans. C'est un minimum, parce que sept ans, c'est le temps de connaître le gamin qui avait sept ans et en aura 14 ans, celui qui va naître, celui qui de 14 à 21 ans, sera passé dans sa vie d'adulte. Et tout ça va donner une crédibilité.

Je connais des ilotiers de la police nationale qui font bien leur boulot, mais je pense que leur hiérarchie doit les soutenir davantage. Parce que c'est un travail dur, solitaire et souvent incompris. Il faut vraiment être soutenu administrativement, politiquement, c'est le cas ici, donc on n'a pas ce problème, sinon on perd son énergie à lutter à l'intérieur et derrière nous.

Philippe Dresin. Ce qu'il faut peut-être préciser, c'est qu'on a éprouvé le besoin d'appuyer encore plus fort sur une police municipale de proximité, quand on a senti qu'au niveau de la police nationale, on était plutôt sur un mode appel - intervention, le 17, et qu'à l'époque ça déléstait un petit peu au niveau de la présence sur le terrain. Alors maintenant que la police nationale a compris qu'il lui faut avoir aussi une police de proximité, et avec le travail collectif qui va se faire, on espère progresser de manière très efficace.